
Documents sauvegardés

Mardi 23 octobre 2018 à 13 h 45

1 document

Sommaire

Documents sauvegardés • 1 document

**Courrier
international**

20 septembre 2018

Lutte des classes à la française

À l'approche de la rentrée universitaire, cet historien américain raconte le sempiternel duel des études supérieures françaises, qui oppose **universités** et grandes écoles. Un système promis au changement.

3



Nom de la source

Courier international

Type de source

Presse • Magazines et revues

Périodicité

Hebdomadaire

Couverture géographique

Internationale

Provenance

France

p. 20



p. 21



Jeudi 20 septembre 2018

Courier international • no. 1455 • p. 20,21 • 1466 mots

Lutte des classes à la française

-Foreign Policy (extraits) Washington; Robert Zaretsky Publié le 18 juillet

À l'approche de la rentrée universitaire, cet historien américain raconte le sempiternel duel des études supérieures françaises, qui oppose **universités** et grandes écoles. Un système promis au changement.

Depuis 1789, la France est déchirée par "les guerres franco-françaises*", une succession de conflits idéologiques et politiques : la monarchie contre la République, la religion contre la raison, la droite contre la gauche, Paris contre la province... Quelle que soit la nature de l'opposition, elle est toujours héritée de la Révolution française.

Ces derniers mois, un bras de fer entre deux géants de l'enseignement supérieur français est venu compliquer l'affaire : à ma droite, le concurrent direct arrivé il y a quelques siècles seulement, j'ai nommé la *grande école**; à ma gauche, poids lourd quasi millénaire, l'université. Fait étonnant, c'est le système universitaire qui, malgré ses origines médiévales, est le plus égalitaire. Les grandes écoles, nées après 1789, sont au contraire devenues plus élitistes. Récemment, le conflit a atteint des sommets quand Emmanuel Macron a décidé de réconcilier les antagonistes tout en reconnaissant leurs différences. Macron, qui est lui-même un brillant diplômé de ces grandes écoles si caractéristiques de la France, entend sculpter l'enseignement supérieur à son image, c'est-à-dire un peu plus à l'américaine.

Chez les Français, ce système binaire a ses admirateurs et ses détracteurs. Les

Dessin de Beppe Giacobbe paru dans Corriere della Sera Sette, Milan.

universités en constituent la moitié la plus ancienne. La Sorbonne, qui attire aujourd'hui des étudiants venus de toute l'Europe, a des racines au xiii^e siècle. Puis, à mesure que l'État français - qui siège à Paris - étendait son emprise, d'autres **universités** ont été érigées sur le territoire. N'importe qui peut s'y inscrire - au moins en théorie. Le seul prérequis est le baccalauréat, dont la difficulté fait (ou faisait) office de sélection à la sortie du lycée. Car, à l'image

des lycées américains, les lycées français ne sont pas à l'abri de l'inflation des notes. Le bac était autrefois une étape redoutée des étudiants : beaucoup échouaient et peu allaient au-delà. C'est devenu une simple formalité. Les **universités**, qui depuis les années 1960 se sont concentrées sur l'accueil des étudiants au détriment de l'enseignement, sont submergées. Le nombre d'étudiants a doublé entre 1980 et 2010, passant de 1,2 million à 2,3 millions d'inscrits [dont 1,4 million à l'université]. Une évolution qui semble avoir atteint un stade critique.

Début 2018, le gouvernement a aggravé la situation en agitant l'épouvantail de la sélection sans l'appliquer réellement.

© 2018 Courier international. Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 octobre 2018 à TELECOM-PARISTECH à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20180920-IL-0037

C'était couru d'avance : les étudiants se sont mis en grève. Ils ont occupé des bâtiments, proclamé des discours et tagué des murs. Mais comme l'écrivait Karl Marx au sujet des révolutionnaires de 1848, l'histoire se répète *"la première fois comme tragédie, la seconde fois comme farce"* : les grévistes étaient peu nombreux par rapport à la majorité des étudiants, qui souhaitait simplement passer les examens.

La plupart des étudiants des grandes écoles, eux, n'ont jamais connu ce genre de désarroi. Ces établissements, plus de 450 en tout, accueillent 10 % des étudiants français, et sont en majorité des écoles d'ingénieurs ou de commerce. Si en théorie elles sont toutes *grandes**, certaines le sont plus que d'autres. Et si la plupart sont publiques, elles ne sont pas sans rappeler l'Ivy League, qui rassemble les huit **universités** américaines les plus prestigieuses. Premièrement,

les grandes écoles sont extrêmement sélectives, à tel point que pour y accéder il est nécessaire de passer par une prépa, où il peut être tout aussi difficile d'entrer. Deuxièmement, dans les grandes écoles, comme dans l'Ivy League, il faut vraiment le faire exprès pour échouer. Troisièmement, elles disposent d'un capital social et culturel presque illimité.

Dans son livre éponyme, Pierre Bourdieu baptise leurs diplômés *"la noblesse d'État"* [1989] : une aristocratie administrative qui, sous ses apparences méritocrates, perpétue l'Ancien Régime. Il s'agit en effet d'une méritocratie qui reconnaît plus volontiers le mérite de ceux qui sont nés avec une cuillère en argent dans la bouche. En 2014, une étude révélait que plus de 60 % des étudiants admis à l'École polytechnique

venaient de familles déjà reconnues dans le milieu, tandis qu'à peine plus de 1 % d'entre eux étaient issus des classes populaires.

L'un des grands projets de Nicolas Sarkozy était la création de ce qu'il appelait son *"Cambridge à la française"*. Cette méga-université devait être construite sur le plateau de Saclay, au sud de Paris, sous la supervision du gouvernement. Le projet de Sarkozy, annoncé en 2010, devait rassembler sur le même campus et dans le même cadre administratif les grandes écoles et les **universités** les plus prestigieuses du pays, combinant la forte sélectivité des unes au travail de recherche des autres.

Le projet de Sarkozy semblait répondre indirectement au classement des **universités** de Shanghai, dévoilé la même année. Dans ce classement, seules deux **universités** françaises se hissaient dans le top 50. Et ne parlons pas des grandes écoles : l'ENS finissait à la 71 place et l'École polytechnique en dehors du top 200. Sarkozy, reprenant la célèbre exhortation de Danton, déclarait alors que, pour rattraper ce retard, il fallait *"de l'audace, encore de l'audace"*.

Malheureusement, l'audace n'a pas suffi à surmonter le fossé administratif et culturel qui sépare les **universités** des grandes écoles. Les **universités** craignaient de se voir imposer la culture d'enseignement et la sélection prétendument conformistes et élitistes des grandes écoles. Les grandes écoles, quant à elles, gardaient jalousement leurs privilèges : des fonds généreux consacrés au matériel et au personnel, ainsi que des réseaux englobant les hautes sphères du secteur privé et de la fonction publique, dont profitent à la fois les enseignants et les étudiants. Et Sarkozy n'avait pas

la capacité de concentration nécessaire pour déterminer quels aspects de quelles institutions retenir.

Bornés. La majeure partie du site de Saclay restait à l'abandon. Pendant ce temps, les acteurs du projet de Sarkozy continuaient de se regarder en chiens de faïence, déterminés à ne rien céder de leur autonomie et incapables de voir au-delà de leurs privilèges. Mais l'institution la plus têtue restait l'École polytechnique. *"L'X a toujours pensé qu'elle était la meilleure école non seulement en France, mais aussi en Europe et dans le monde entier"*, remarque un observateur, non sans sarcasme. Cette conviction d'être une école *pas comme les autres** se reflète dans le rôle qu'elle joue lors de la fête nationale : l'X et l'école militaire de Saint-Cyr sont les seules institutions du supérieur à prendre part au défilé du 14 juillet. Les étudiants, resplendissants dans leur uniforme bleu marine et leur bicorne qu'on croirait tout droit sortis de *Pirates des Caraïbes*, défilent sous le drapeau de leur école, qui porte la devise *"Pour la patrie, les sciences et la gloire"*.

Le sociologue Michel Crozier aurait ajouté *"et la fraternité"*. On se souvient qu'il a qualifié la France de *"société bloquée"*, soutenant que les institutions nationales, paralysées par leur structure autoritaire, restent fermées à l'innovation et à l'initiative individuelle. Selon lui, les Français, écrasés par leur vénérable tradition du dirigisme (les individus proposent, l'État dispose), n'osent pas prendre le *"risque de la liberté"*, qui impliquerait de réformer et de décentraliser les institutions. Pour citer le titre d'un de ses livres, *"on ne change pas la société par décret"*.

Ce qui n'empêche pas le gouvernement,

en l'occurrence celui de Macron, d'essayer. Diplômé de deux grandes écoles, l'ENA et Sciences Po, il tente pourtant de fusionner l'entrepreneuriat américain avec le libéralisme classique à la française. Mais il reconnaît aussi que le changement ne sera possible qu'en coopérant avec les institutions tout en respectant leurs particularismes. C'est ainsi qu'après avoir rebaptisé le projet de Sarkozy "*MIT à la française**", il annonce que le gouvernement développera non pas une mais deux méga-universités. La première, nommée "université Paris-Saclay", rassemblera Paris-Sud ainsi que d'autres universités et grandes écoles. La seconde, qui porte le nom (heureusement temporaire) de "NewUni", regroupera surtout des grandes écoles, dont Polytechnique. Il reste à éclaircir les détails, mais ces deux pôles devraient faire office de prototypes, qui pourront se développer chacun selon ses propres normes éducatives et administratives.

Tant pis pour l'audace de Sarkozy et la centralisation. La recette de Macron (un filet de dirigisme, une pincée de pragmatisme) est un exemple de ce que certains appellent le "*dirigisme décentralisé*". Sur le principe, ce genre de méthode hybride pourrait revitaliser le milieu moribond de l'enseignement supérieur. Les classements de Shanghai sont des piqures de rappel qui signalent à la France qu'elle ne peut pas se permettre de se reposer sur ses acquis. Comme l'a déclaré Macron, "*la marche arrière n'est plus possible*", mais il n'est pas possible non plus d'avancer sans que l'État ne soit là "*pour consolider, clarifier et découpler chacun de ses efforts*". Bref, l'État est mort, vive l'État !

footnote* En français dans le texte.

Note(s) :